

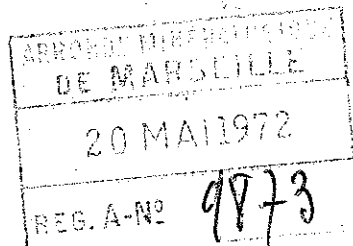
PREFECTURE  
DES BOUCHES-DU-RHONE

2ème Direction  
Réglementation

1er Bureau

H-71-3

2ème classe



REPUBLIQUE FRANCAISE

A R R E T E

LE PREFET DE LA REGION DE PROVENCE, COTE-D'AZUR,  
PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR,

VU la loi du 19 Décembre 1917 relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes modifiée et complétée par le décret n° 64.303 du 1er Avril 1964,

VU le décret n° 53-578 du 20 Mai 1953, modifié, portant réglementation et nomenclature des établissements précités,

VU la demande présentée par la Société CABOT FRANCE en vue d'être autorisée à augmenter la capacité de production et de stockage de noir de fumée de son usine de BERRE-L'ETANG,

VU les plans annexés à cette requête,

VU les résultats de l'enquête de commodo et incommodo qui s'est déroulée dans la commune de BERRE-L'ETANG,

VU l'avis du Conseil Municipal de BERRE-L'ETANG en date du 27 Septembre 1971,

VU l'avis de M. le Commissaire enquêteur en date du 5 Novembre 1971,

VU l'avis de M. le Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi, en date du 14 Avril 1971,

VU l'avis de M. l'Inspecteur Départemental des Services d'Incendie en date du 20 Avril 1971,

VU l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Action Sanitaire et Sociale en date du 30 Avril 1971,

VU l'avis de M. le Sous-Préfet, Directeur Départemental de la Protection Civile en date du 15 Mai 1971,

VU l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Equipement en date du 26 Mai 1971,

VU l'avis de M. le Sous-Préfet d'AIX-EN-PROVENCE, en date du 24 Novembre 1971,

VU les rapports et avis de M. l'Ingénieur en Chef des Mines en date des 31 Mars 1971 et 24 Janvier 1972,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène, en date du 16 Février 1972,

SUR la proposition de M. le Secrétaire Général des BOUCHES-DU-RHONE,

.../...

A r r ê t e :ARTICLE 1er.

La Société CABOT-FRANCE est autorisée à porter de 50.000 à 72.000 tonnes par an la capacité de production de noir de carbone de son usine de BERRE-L'ETANG par l'utilisation de fours nouveaux à la place de fours anciens et de trois silos supplémentaires de stockage d'une capacité unitaire de 1.400 m<sup>3</sup>.

L'ensemble des installations relève de la 2ème classe des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

ARTICLE 2.

Cette autorisation est subordonnée au respect des prescriptions suivantes :

1°) Les nouvelles installations seront situées et aménagées conformément au plan n° 01-10-27 joint à la pétition. Aucune modification ou extension ne pourra y être réalisée sans avoir été préalablement autorisée par le Préfet.

Elles seront, en outre, soumises aux prescriptions incluses dans l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 44 du 12 Décembre 1956.

2°) Les moyens mobiles de lutte contre l'incendie seront déterminés en accord avec l'Inspecteur Départemental des Services d'Incendie.

ARTICLE 3.

La Société pétitionnaire devra, en outre, se conformer aux dispositions :

a) du livre II du code du travail sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

b) du décret du 10 Juillet 1913 sur les mesures de protection et de salubrité applicables dans tous les établissements industriels et commerciaux.

c) du décret du 14 Novembre 1962 sur la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques.

ARTICLE 4.

L'établissement sera soumis à la surveillance de la Police, de l'Inspection des Services d'Incendie et de Secours, de l'Inspection des Etablissements Classés et de l'Inspection du Travail. Il sera tenu à l'exécution de toutes mesures que l'Administration jugerait ultérieurement nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la Sécurité et de la Salubrité Publiques.

ARTICLE 5.

En cas d'infraction à l'une des dispositions qui précèdent, la présente autorisation pourra être suspendue, sans préjudice des condamnations susceptibles d'être prononcées par les tribunaux compétents.

Sauf le cas de force majeure, cette autorisation perdra sa validité si l'établissement n'est pas ouvert dans un délai de deux ans à dater de la notification du présent arrêté ou s'il n'est pas exploité pendant deux années consécutives.

ARTICLE 6.

Cette autorisation ne dispense pas l'exploitant de demander le permis de construire ou toutes autorisations administratives prévues par des textes autres que la loi du 19 Décembre 1917.

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

ARTICLE 7.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 8.

M. le Secrétaire Général des BOUCHES-DU-RHONE, M. le Sous-Préfet d'AIX-EN-PROVENCE, M. le Sous-Préfet, Directeur Départemental de la Protection Civile, M. le Maire de Berre-l'Etang M. l'Ingénieur en Chef des Mines, Chef de l'Arrondissement Minéralogique de MARSEILLE, Inspecteur Départemental des Services d'Incendie et de Secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un extrait sera publié et affiché conformément aux dispositions de l'article 16 du décret n° 64-303 du 1er Avril 1964.

MARSEILLE, le 15 Mai 1972

POUR LE PREFET

Le Secrétaire Général

A. NICOLAUD